

L'assemblée mondiale des dérivés

BÜRGENSTOCK. L'ICDA déploie ses ailes et signe un partenariat avec la China Futures Association. Les dérivés du monde entier sont au rendez-vous.

NICOLETTE DE JONCAIRE

Précédée hier soir par le traditionnel cocktail d'inauguration, la 37^e édition du forum international des matières premières et dérivés, plus connu sous le nom de Bürgenstock, s'ouvre ce matin à Genève sous les auspices de l'International Commodities and Derivatives Association (ICDA). Le cocktail n'était toutefois pas la pièce-maitresse de la soirée d'hier. C'est avec la signature d'un protocole d'accord entre l'ICDA et la China Futures Association (CFA), représentées respectivement par leurs présidents Dan Day-Robinson et Mingwei Wang, que l'une des plus grandes conférences sur les dérivés au monde prenait son véritable départ.

Similaires dans leur fonction et dans leur structure, les deux associations réunissent les parties prenantes au négoce des dérivés, et notamment des dérivés sur matières premières. Ce sont les courtiers internationaux, les banques, les gestionnaires de fonds d'investissement, les entreprises de négoce de matières premières, les fournisseurs d'information de marché et de services ainsi que les bourses et les chambres de compensation qui forment la base de l'ICDA, née il y a maintenant près de quarante ans. Avec des noms

aussi prestigieux que BNP Paribas, Credit Suisse, Dubai Gold and Commodities Centre, Pictet, NASDAQ, ICE, SIX, Société Générale, CIB, Banque Edmond de Rothschild, Goldman Sachs, Timber Hill, PwC, Cinnober ou TAI-FEX. Rappelons ici qu'en début d'année, à l'initiative de Dan Day-Robinson, la vénérable Swiss Futures & Options Association (SFOA) changeait de raison sociale pour mieux refléter la nature et les exigences de ses membres. Plus jeune, la China Futures Association (CFA), créée en 2000, est une organisation autorégulatrice, placée sous la supervision de l'organe de contrôle des marchés de titres chinois, la China Securities Regulatory Commission (CSRC). Elle réunit à l'heure actuelle près de 350 membres dont la typologie est analogue à ceux de l'ICDA. Les deux associations travailleront donc dorénavant de concert. «Les turbulences sur les marchés causés par les changements politiques récents et inattendus ont fait de l'ICDA un partenaire de premier plan pour les institutions des pays émergents en raison de la neutralité de la Suisse. Ce qui explique le soutien que nous recevons de Chine, d'Inde, de Russie et d'ailleurs», explique Dan Day-Robinson. C'est largement vers les exigences réglementaires que se

tourneront les débats du sommet. Avec EMIR mais surtout avec l'application du paquet MiFID II dont l'entrée a été repoussée à janvier 2018 en raison de la complexité des règles établies, du manque de clarté de certains points et de la réaction d'un nombre important de participants au marché. Dans une interview accordée au Wall Street Journal en octobre, Jeff Sprecher, président et CEO d'Intercontinental Exchange (ICE), la place boursière d'Atlanta (US) spécialisée dans les produits dérivés, qualifie MiFID II de «mesure législative désastreuse qui impose des coûts déraisonnables à l'industrie». Né des principes édictés par le G20 en 2009, au lendemain de la crise financière, MiFID II imposera, entre autres, de nouvelles limites au trading des dérivés sur matières premières applicables au négoce physique ainsi que des exigences en capital en fonction des montants et de la nature du négoce de dérivés, accompagnés d'une distinction entre couverture et spéculation. Au centre des problématiques qu'affrontent aujourd'hui les parties, la divergence des exigences des différents régulateurs. Pour ne citer qu'un seul exemple, l'UE entend imposer des limites de position sur les transactions sur devises (FX) alors qu'il n'en est pas ques-

tion aux Etats-Unis. La définition des équivalences entre juridictions pose des interrogations pour l'heure insolubles. Alors que de nombreux acteurs hésitent encore à exprimer publiquement leurs réticences, voire leur opposition, l'ICDA déclare son intention, en tant qu'association, de se positionner en porte-parole de l'industrie sur ces questions. Bürgenstock démarre ce matin par une intervention de Matthias Graulich, membre du comité exécutif d'Eurex Clearing, fusionné au groupe Deutsche Börse depuis juin. A noter ici, Eurex Clearing annonçait en avril son intention de donner accès à la compensation aux investisseurs institutionnels (buy-side) résidant en Europe à travers sa plateforme ISA Direct, dans le cadre de l'obligation de compenser imposée aux participants des marchés de gré-à-gré à partir de juin.

L'attention se portera ensuite sur les bourses de dérivés. Autorégulation, mégafusions, risques encourus par la compensation des transactions de gré-à-gré, compétition sur l'euroclearing et modèle économique seront débattus par un panel réunissant Patrick Young, CEO d'Exchange Invest, Paul Swann, président et directeur général d'ICE Futures Europe, Martin Fraenkel, président de S&P Global Platts, Phil Bird,

CEO de Perfect Channel, Fredrik Ekström, président du Nasdaq Clearing et Otto Nägeli, président non exécutif du CME Clearing Europe.

Place ensuite aux bourses des pays émergents et de l'innovation - une initiative inaugurée l'an dernier avec beaucoup de succès - autour d'Alexey Rybnikov, président du SPIMEX (la première bourse de matières premières russe sise à Saint-Petersbourg), de Wang Fenghai, CEO du Dalian Commodity Exchange, de John Turnbull, président du Banking Commodity Exchange de la Chambre de Commerce International avec en modérateur John MacNamara, responsable du financement structuré et du Trade Finance chez Deutsche Bank. Au cours de la session, Wang Fenghai présentera les innovations sur les produits associés aux matières premières inaugurées par la bourse de Dalian (Chine).

Comme chaque année, en marge du forum, se tiendra à huis-clos l'assemblée des organes de régulation des marchés de dérivés mondiaux, organisée par l'ICDA. Cette plateforme pour la coopération internationale réunit les directions des différentes autorités réglementaires dans le but de progresser les grands dossiers en cours (Dodd Frank, EMIR, MiFID, FinfraG). ■

IMPOSITION: Rubik caduc avec le Royaume-Uni

L'accord sur l'imposition à la source entre la Suisse et le Royaume-Uni sera abrogé dès le 1^{er} janvier 2017. Il devient caduc avec l'introduction de l'accord sur l'échange automatique entre la Confédération et l'UE. La Suisse et le Royaume-Uni ont signé hier à Londres un accord en ce sens, afin d'assurer une transition fluide entre les deux modèles, écrit le Département fédéral des finances (DFP). Le modèle actuel n'a plus de raison d'être. L'accord sur l'imposition à la source qui lie la Suisse et la Grande-Bretagne est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013. Il a permis de régulariser les avoirs déposés en Suisse par des résidents britanniques et d'imposer leurs revenus, rappelle le DFP. Les contribuables britanniques avaient dès lors deux possibilités: s'acquitter d'un impôt à la source, prélevé directement sur leurs comptes et transmis anonymement aux autorités britanniques, ou procéder à une déclaration volontaire. - (ats)

EPFL: technologie pour les matches de la NBA

Une technologie développée à l'EPFL est en passe d'être utilisée pour les matches de basketball de la NBA aux Etats-Unis. Elle permet une analyse précise du déroulement d'une rencontre. Une aubaine pour les spectateurs, commentateurs et entraîneurs. Un système basé sur de multiples caméras permet de rendre visible l'invisible, a expliqué hier l'EPFL. Des traqueurs optiques captent les déplacements de chaque joueur et du ballon et fournissent leurs coordonnées exactes 25 fois par seconde. Ces informations permettent d'analyser précisément le déroulement d'un match et donnent une compréhension détaillée du jeu. Jusqu'ici, un fan pouvait estimer qu'une passe avait l'air difficile ou qu'un tir n'aurait pas dû être tenté. Il est désormais possible de le quantifier et de le montrer en images. La technologie a été développée à l'EPFL par la start-up Playful-Vision avant d'être rachetée l'an dernier par Second Spectrum. Elle intéresse les plus grandes ligues sportives du monde: la NBA vient de signer un partenariat de sept ans pour l'utiliser lors de tous les matches officiels dès 2017, indique l'EPFL. - (ats)

«100WHF»: 210.000 francs récoltés

100 Women in Hedge Funds («100WHF») a tenu jeudi passé sa huitième soirée philanthropique annuelle de Genève au Grand Hôtel Kempinski. Le Gala et d'autres activités de collecte de fonds au cours de l'année ont permis de réunir quelques 210.000 francs au profit de «Solidarité Femmes». Les fonds récoltés seront spécifiquement utilisés pour l'un des volets du projet «Ouvrons la porte 2017 - 2020» soutenant les mères afin de favoriser un meilleur développement d'un enfant présentant des problèmes de santé psychique ou physique à la suite de violences conjugales. Plus de 220 membres et leaders de l'industrie financière alternative de toute l'Europe, ainsi que le Conseiller d'Etat Mauro Poggia, en charge du Département de l'emploi, des affaires sociales et de la Santé ont assisté à cette soirée.

Marge de progression dans la durabilité

TRAFIGURA. Ce qu'il faut retenir du second rapport de durabilité du négociant, basé notamment à Genève. Dans un contexte de publication houleux.

MARJORIE THÉRY

Quand Trafigura quitte l'association STSA cet été, l'un des points d'achoppement est l'application de l'EITI, un standard international sur la transparence dans les matières premières. Le trader est donc naturellement attendu au tournant sur cette question dans son second rapport de durabilité, publié hier. Trafigura y rappelle à nouveau qu'elle est la première entreprise de négoce de matières premières à appliquer ce standard, normalement destiné et conçu pour l'industrie extractive, et non le négoce. Une cinquantaine de pays appliquent cette norme aujourd'hui.

Ce second reporting EITI de Trafigura est pourtant assez décevant. Seulement 900 millions de dollars de paiements y sont détaillés, avec des entreprises d'Etats situées par exemple au Pérou, en Norvège, en Colombie ou au Ghana. Un montant quatre fois plus faible que l'an dernier (environ 4 milliards), qui déjà paraissait bien maigre à l'époque, représentant moins de 5% de son chiffre d'affaires, soit de près de 100 milliards de dollars en 2015.

Nouveauté cette année, Trafigura indique aussi des transactions avec des entreprises d'Etat de pays non membres de l'EITI, pour un montant de 12,7 milliards de dollars cette fois. Mais sans aucune précision détaillée, ni sur les entreprises concernées, ni sur les pays. Difficile d'en tirer



JEREMY WEIR. Le CEO de Trafigura est déterminé à poursuivre les efforts de transparence.

toute conclusion. Sur cet aspect, sans vouloir freiner les ardeurs de transparence du négociant, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la pertinence et l'intérêt d'appliquer ce standard qui n'est pas adapté au business model du secteur. Pour finalement se retrouver avec quelques chiffres difficilement interprétables et représentant une portion marginale du chiffre d'affaires.

Tout au long du rapport, Trafigura dit vouloir poursuivre et étendre le reporting en participant à des groupes de travail nationaux et internationaux, et accentuer son engagement dans le Global Compact des Nations Unies ou encore le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD). L'entreprise a même organisé son premier «Multi-Stakeholder Forum», en juin à Genève, réunissant ONG, think tanks, banques, représentants politiques etc.

Au niveau ONG justement, le rapport est aussi l'occasion de ré-

gler quelques comptes avec Public Eye (ex-Déclaration de Berne), et notamment sur son rapport de septembre sur le pétrole africain (*Dirty Diesel: How Swiss Traders Flood Africa with Toxic Fuels*). Trafigura ne nie pas les enjeux sanitaire, mais rappelle que les standards dans ce domaine sont édictés par les gouvernements et qu'elle les respecte. «L'Afrique est dépendante des importations d'essence, de diesel et de kérosène à hauteur de 50%. Si un seul trader change de standard, il sera remplacé par d'autres fournisseurs qui appliquent les standards locaux... et rien ne changera». Trafigura dit travailler localement pour améliorer ces normes, sans plus de précisions.

Parmi les quelques témoignages externes à Trafigura dans ce rapport, la société de shipping

Maersk évoque sa stratégie au niveau des droits humains, sans toutefois que les liens ou synergies avec Trafigura ne soient évoqués, de telle sorte qu'on s'interroge un peu sur l'objectif de ce texte. Un peu plus loin, la banque ABN AMRO, très active dans le trade finance et partenaire de Trafigura, détaille aussi ses propres actions et sa vision: «Le temps où le trader de matières premières pouvaient être passifs est révolu». Non seulement les attentes sont plus élevées en la matière, mais le secteur est de plus en plus étendu sur la chaîne de valeur, augmentant l'impact et la responsabilité.

S'agissant des risques, Trafigura se dit très attentive aux sanctions et autres embargo et travaille avec plus de 125 banques. Plus de 6000 procédures de KYC (due diligence) ont été réalisées

l'an dernier. Sur le reste du rapport, les résultats d'indicateurs de santé et sécurité sont un peu mitigés. Jérémie Weir, CEO, visait l'an dernier «zero fatalities», mais deux décès sont à déplorer, un chiffre identique au précédent rapport. Les incidents liés à la santé et sécurité ont en revanche baissé (153 contre 178). Trafigura compte environ 250 personnes de moins que l'an dernier. Une moyenne annuelle du nombre de collaborateurs est donnée, soit 5033 contre 5287 l'an dernier. Mais d'autres chiffres indiquent que 1049 employés les ont rejoint en 2016. Enfin, les incidents liés à l'environnement ont presque doublé (87 au lieu de 40). Cependant, le groupe a réussi à baisser de 30% ses émissions de CO₂, calculées la base de standards internationaux. ■

Rapport prolifique et assez difficile d'accès

Ce second rapport est probablement bien plus décevant sur la forme que sur le fond. Le format étant (malheureusement) similaire à celui de l'an dernier. Dans un registre prolifique avec une grande quantité de textes déroulés sur une soixantaine de pages, sans résumé ni executive summary. Malgré la volonté affichée, et plutôt louable, d'expliquer le métier et d'en vulgariser ses enjeux, le compte n'y est pas. En tous cas pour cette publication. Même si quelques infographies en début de rapport permettent une certaine vue d'ensemble. Au-delà de la quantité de texte, le langage est souvent très technique et parfois difficile d'accès dans certaines sections. Les plus endurants qui seront arrivés au bout du rapport auront pu par exemple apercevoir un glossaire de quelques

80 acronymes utilisés dans les pages. A l'heure où la compréhension des enjeux se fait toujours plus pressante dans cette industrie, le manque de pédagogie et de simplification pourrait être coûteux. Même si ce rapport a peu de chance de se retrouver directement entre les mains du grand public, un texte plus abordable aurait nettement plus de chances d'obtenir un plus large écho. Sur la forme encore, on regrettera plusieurs répétitions au fil des pages et beaucoup moins de validations et témoignages extérieurs que le précédent rapport. Un aspect non négligeable, les rapports de durabilité étant dans de rares cas audités, ces témoignages apportent un surplus de crédit accordé au discours de l'entreprise. - (MT)